

"Croissance et décroissance" – Débat du 13 juin 2009

Débat du matin

Jane Séligmann : (ayant dû partir Jane a transmis ses questions à Dario Ciprut qui en donne tant bien que mal lecture.)

Sur la capacité de production alimentaire (questions à Valentina) :

- Que veut dire l'affirmation de la FAO comme quoi on peut nourrir 15 milliards de personnes veut dire. Est-ce avec 2 bols de riz par jour et personne ou s'agit-il de les nourrir « comme nous » ?
- Est-il possible de produire cette alimentation à la main, ou avec la seule traction animale, comme 95% des paysans du monde ou y faut-il la productivité de l'agro-industrie ?
- Peut-on nourrir l'immense majorité des populations à condition qu'elles y consacrent la quasi-totalité de leurs ressources ou comme nous moins de 10% de notre budget ?

Sur le changement de comportement :

- « Nous » aimons donner des leçons à la Terre entière ! En arrivant j'ai entendu qu'on en était à discuter comme d'habitude sur les responsabilités des chinois. Et si nous nous occupons de NOUS ? De nos propres responsabilités et devoirs !

Sur l'Aliénation :

- Ce concept est à mettre à jour d'urgence. Je me rappelle l'euphorie intellectuelle à la découverte de cette notion dans ma jeunesse et de l'importance accordée à l'idée de « conscience politique », de l'enthousiasme à faire découvrir aux prolétaires leur aliénation pour les aider à en sortir. Il ne s'agissait alors pour faire court « que » de l'aliénation par rapport au travail.
- Mais aujourd'hui, les aliénés, c'est nous toutes et tous, les nantis du système et l'aliénation est sans commune mesure avec celle de grand-papa. Elle submerge TOUT, toute la conception admise de ce qu'est la vie humaine, réduite au POGNON et c'est tout.

Denise Fromaigeat : On a vu ailleurs qu'en agriculture qu'on peut s'approprier les moyens de production mais il faut donner la priorité au niveau local. A-t-on étudié d'autres modèles ?

Christian Tirefort : Il faut garder plusieurs choses en perspective.

En parlant de l'utilisation des richesses du monde, Thibault s'en est tenu au pétrole mais n'a pas abordé la question de l'eau, peut-être encore plus critique.

On a entendu que "le capitalisme a su se rendre désirable" ! Mais NON – il est en perte de vitesse, en faillite ! Il est de moins en moins désirable mais nous n'arrivons pas à le prouver car nous n'avons pas formulé de projet de société *crédible*.

On lie "société désirable" avec "travailler moins", mais ce n'est pas sûr que ce soit ce que nous voulons ! Au contraire: le travail peut, et doit, être rendu attrayant – au lieu d'être "vendu" ! La société humaine a besoin de travail. Et de même que l'énergie n'est pas renouvelable, la non-insertion sociale des travailleurs représente une perte d'énergie.

Valentina Hemmeler : La planète peut nourrir la population du monde, 15 milliards d'êtres humains, pour autant que le mode de production ne soit pas monopolisé par l'agro-alimentaire. Même si on produit beaucoup, les aliments ne vont pas au bon endroit! L'agriculture dont les produits vont là où il faut, l'agriculture dite de proximité peut satisfaire les besoins en alimentation. Il faut changer les pratiques agricoles, mais aussi nos habitudes de consommation. On peut consommer mieux y compris la viande : élever du bétail n'est pas forcément à proscrire:et nous devons valoriser nos herbages. Nous pouvons trouver des protéines végétales localement, pour remplacer le soja importé de loin.

Thibault Schneeberger : Christian s'étonne que j'aie omis de mentionner l'eau comme ressource critique. L'utilisation rationnelle de l'eau, l'arrêt de son gaspillage est effectivement

"Croissance et décroissance" – Débat du 13 juin 2009

Débat du matin

un bon exemple des exigences en matière de décroissance. Si je ne l'ai pas évoqué, c'est que je ne pouvais pas en 20 minutes traiter de tout. L'eau est-elle pourtant un meilleur exemple que le pétrole ? En Suisse, il faut dire qu'on est dans un vrai château d'eau et que l'eau n'est pas transportée sur de grandes distances, en tout cas pour l'instant ! Mais les guerres du 21^{ème} siècle seront certainement en partie des guerres pour l'eau, ressource raréfiée ailleurs.

Pour éviter de gaspiller l'eau, une pratique recommandable serait de rendre gratuite sa consommation « normale » et pénaliser la surconsommation, par exemple en taxant progressivement ce qui dépasse la norme minimale.

Boris Engelson : Contrairement au pétrole, l'eau n'est pas un produit qui s'épuise dans sa consommation, elle peut être recyclée.

Thibault Schneeberger : Juste ! C'est une grande différence avec le pétrole qui une fois brûlé ne peut être reconstitué sans des milliards d'années de « compostage » et dont la consommation génère de surcroît du CO2. La raréfaction de la ressource eau n'est donc pas du même ordre critique que celle du pétrole.

Christian conteste aussi que le capitalisme se rende désirable. Certes les travailleurs, en tant que tels, le détestent à bon droit, mais ces mêmes travailleurs sont aussi consommateurs et participent de nos habitudes de consommation ! La critique du capitalisme doit être globale, et prendre en compte les deux entrées dans la comptabilité, s'étendre au mode de consommation et pas uniquement à la production.

Notre société de consommation est-elle pourtant un système si désirable ? Est-ce si difficile de rendre la décroissance désirable ? Réduire le trafic de moitié à Genève ne serait-il pas un objectif apprécié d'une majorité ? Il faut explorer de nouvelles pistes. Quant au travail, même sa version capitaliste reste malgré tout une source d'intégration sociale, mais ne le réduisons pas au travail rémunéré. Le travail que l'on fait auprès des enfants, le soin procuré aux malades, ce temps-là, non quantifiable par la paie, est objet de désir.

L'absence de projet de société alternatif ? Mais il y a pourtant l'autogestion, le revenu minimum et maximum, déconnectés de l'activité productive.

Charles Barbey : On consomme comme on produit, ces deux éléments sont inséparables. Le capitalisme contemporain vit et agit par la publicité. Le salarié consomme ce qui existe, il est coincé dans la consommation.

Sur le plan agricole, plus la concentration de la propriété des terres entre quelques mains dans de très nombreux pays est un vrai problème. On constate l'achat massif de terres, en Arabie Saoudite, en Chine, pour produire des agro-carburants, pour cultiver avec OGM, qui requièrent d'énormes surfaces.

Maryelle Budry : Comment faire ici et maintenant pour que le travail des paysans soit rémunéré décemment ?

Dario Ciprut : Sur la question de la désirabilité ou non du capitalisme, je vous lis une phrase de conclusion d'un texte de Paul Ariès (politologue et écrivain, directeur de la revue « le Sarkophage ») publié à l'occasion du Contre-Grenelle de l'environnement organisé le mois dernier à Lyon. « On peut reprocher tout ce qu'on veut à la société consumériste, mais on n'arrivera pas à sa cheville en matière de désir. Cette société sait capter le désir : nous sommes tombés dedans il y a soixante-dix ans et nous en voulons encore. Pour la décroissance, reste à rendre le projet désirable. »

Prétendre le capitalisme en tout point détestable revient à masquer la relation étroite qu'entretient le productivisme avec les désirs que le capitalisme sait susciter dans toutes les couches de la société, ... et satisfaire au moins en partie.

"Croissance et décroissance" – Débat du 13 juin 2009

Débat du matin

Si anticapitalisme et antiproductivisme ne coïncident pas, c'est que le sens des limites exogènes à la consommation effrénée a été occulté par le socialisme de tradition industrialiste, tributaire de la croyance à un développement infini des forces productives devant mener à l'abondance, Thibault l'a parfaitement démontré. Mais il n'a pas mis en lumière l'autre raison qui rend bien des anticapitalistes aveugles à l'impératif de « désirer autrement », la croyance, élevée au rang de dogme, que « le capitalisme était voué à l'échec » pour des raisons endogènes, des contradictions intrinsèques, une impossibilité congénitale d'accorder durablement production et consommation. Une telle conviction entraîne naturellement à considérer le rapport aux ressources naturelles et les limites externes à la croissance comme autant de péripéties secondaires, voire de diversions.

Françoise Bloch : Bien sûr que le pognon est peut-être notre aliénation principale, puisque l'argent a envahi l'ensemble du social. J'en parlerai cet après midi. C'est donc sur l'argent qu'il faut agir. La réduction du temps de travail, ce n'est pas un programme, car elle existe déjà : de nombreuses femmes dans le monde travaillent énormément mais ne sont pas rémunérées pour ce qu'elles font : 32% des femmes en France travaillent à temps partiel, 56 % en Suisse. Quant aux statistiques du chômage, elles sont faussées par un taux beaucoup plus important chez les femmes. Il tourne autour de 20% en France.

Par contre, la question de déconnecter la rétribution du travail est compliquée par le fait qu'au travail salarié sont attachés de nombreux droits sociaux. Mais à part cela, c'est l'horizon vers lequel il faudrait aller. J'y reviendrai en plus de détail dans mon exposé.

Lee : Décroissance et simplicité volontaire sont des projets éminemment désirables ! La coopération au niveau local est une piste à suivre.

Magali Orsini : Revenu minimum et plafond sur la fortune et sur le revenu sont sans doute des initiatives excellentes, mais en l'absence de gouvernance fiscale, c'est le règne de la concurrence et de l'évasion vers les paradis fiscaux. Si le protectionnisme n'est peut-être pas forcément un mal, il faut d'autres solutions que le repli sur une échelle locale à l'époque des zones de libre-échange.

Valentina Hemmeler : En réponse à Maryelle, une paie décente pour les paysans passe nécessairement par une meilleure répartition des marges, c'est à dire de la valeur ajoutée, dans la filière de distribution alimentaire. Les prix de production ayant baissé de 28 % dans la même période où les prix aux consommateurs ont augmenté de 15 %, il y a donc des marges énormes que se prennent deux distributeurs face à 60000 producteurs divisés. Pour contrer cette tendance, ces derniers doivent nécessairement être plus solidaires entre eux.

Nous ne voulons certes pas d'une agriculture VIP mais une légère augmentation du prix du lait au producteur, de 0.65 F à 1.10, ne coûterait que 35 F par an au consommateur. Idem pour le pain : 20 F par an de plus, car il y a peu de marge pour les intermédiaires. Par contre, pour tous les autres produits, les marges des distributeurs, qui s'octroient la part du lion des profits, sont énormes. Nous souhaitons plus d'équité dans l'ensemble des la chaîne production-distribution. En Autriche, les consommateurs ont par exemple accepté de payer plus cher certains produits si l'augmentation allait aux producteurs !

Par rapport au protectionnisme : nous ne voulons pas fermer les frontières car d'une part on ne peut pas nourrir toute la population et de l'autre parce que les échanges, c'est important. Il faut néanmoins pouvoir protéger la production locale et favoriser la consommation de proximité. Il en va de même pour les pays du Sud, où la suppression des barrières à l'importation a détruit la production locale et l'agriculture vivrière. D'ailleurs, dans nombre de ces pays, les recettes douanières constituent la majeure partie des ressources de l'Etat, et la suppression des barrières équivaut à celle de l'Etat, des services publics, de la santé, de l'éducation, etc.

"Croissance et décroissance" – Débat du 13 juin 2009

Débat du matin

Charles Barbey : En fait, l'Etat pourrait se charger de distribuer le pain gratuitement, et cela n'aurait aucun effet sur le PIB.

Thibault Schneeberger : Pourquoi fixer un revenu maximum au niveau mondial ? On sait que ce n'est pas possible actuellement. Il faudrait évidemment déjà affronter les « 3 monstres », la Banque Mondiale, l'OMC, et le FMI. Pourtant un plafond aux rémunérations des dirigeants d'entreprises sauvegardées par l'intervention de l'Etat vient d'être fixé aux USA (*remarques de Françoise Bloch : oui mais les banques viennent d'annoncer qu'elles étaient en état de rembourser l'argent prêté par l'Etat US, précisément pour « débloquer » les gros revenus et.... répartir comme avant ?*). Ce serait donc possible à l'échelle européenne.

En fait, quand on souhaite « travailler moins », c'est d'une réduction équitable du temps de travail qu'il s'agit, pour qu'il y ait du travail pour tous ! Quant à l'industrie automobile qui s'écroule : tant mieux, il faut la mettre à terre et non la relancer. Diminuer de 50 % la circulation automobile, c'est possible. Les licenciements posent évidemment la difficile question de la reconversion de cette industrie. S'il y avait moins d'automatisation, on aurait évidemment besoin de plus de « main d'œuvre », mais il faudrait convaincre les gens de la « désirabilité » d'un tel projet. Idem pour l'agriculture : moins de pesticides, plus de bras. Quant à la réduction de consommation de viande : c'est indispensable. Le régime carné des européens ne peut pas s'étendre au monde entier si on cherche à réduire les surfaces de pâturage pour le bétail, et les reconvertir à une agriculture orientée vers les besoins alimentaires locaux.

Dina Levias :

- A propos du protectionnisme - Depuis longtemps, nous traitons tous les pays du monde comme contemporains du 21^{ème} siècle. Il faut trouver un moyen pour qu'ils puissent se développer autrement
- Pour rendre les choses désirables, il y effectivement la publicité ! Que fait-on de notre côté et comment utiliser tous les moyens de transmettre nos idées ?

Denise Fromaigeat : On peut agir sur une activité, mais comment faire pour faire naître un projet global de changement ? Les partis, les leaders, ont des avis partagés. Le problème de General Motors n'a pas de répercussion sur la circulation automobile en ville de Genève, par exemple.

Olivier de Marcellus : En agriculture, la forme la plus respectueuse de l'environnement, et la plus productive, est l'agriculture biologique. Les paysans "bio" ne contribuent pas à l'effet de serre. Et pour les consommateurs, la vente par le producteur-paysan de ses produits revient moins cher : par exemple, le saucisson « cochon de A à Z », produit dans le pays de Gex par un paysan contrôlant toute la chaîne de production, cultivant son propre maïs, est bien meilleur et beaucoup moins cher que ce qu'on trouve en grande surface.

On nous a bourré le crâne qu'il fallait tordre le cou au protectionnisme. Il faut arrêter de s'aligner sur la rhétorique de l'OMC, qui veut déplacer la production là où elle peut se faire à moindre coût, sans égard pour les autres critères de qualité, de culture, ou d'environnement. Le protectionnisme est nécessaire et l'a toujours été à certains stades pour permettre à un circuit économique ou une filière de se constituer et d'éclorre. Les subsides à l'exportation sont des mesures indirectement protectionnistes soutenant une version de « souveraineté alimentaire ».

Anna Berendt : Je trouve le débat très intéressant! Notamment ce que Charles a dit, sur l'absurdité de ne pas prendre en compte les connaissances des ouvriers. Quid des ouvrières ? Elles cumulent travail rémunéré et celui de la maison. Quid du partage des tâches ménagères ?

"Croissance et décroissance" – Débat du 13 juin 2009

Débat du matin

Charles Barbey : En fait, 80% de l'alimentation mondiale provient du travail de femmes productrices.

Eric Decarro : Je suis très pessimiste sur la possibilité dans le cadre actuel de répondre en même temps aux besoins sociaux et aux problèmes de l'environnement. IG Metall en Allemagne avait entrepris un dialogue prometteur avec les écologistes, et intégré nombre de leurs revendications, mais la crise y a mis fin. Les problèmes d'emploi prennent le dessus.

Remettre en cause le consumérisme dans la conjoncture actuelle est illusoire. La consommation est une condition pour rentabiliser les investissements. Le chômage et la précarité empêchent la nécessaire remise en cause des modes de production, de distribution et de consommation. On ne résoudra pas les contradictions actuelles par la réduction du temps de travail.

La crise économique englobe, en fait, la crise écologique. C'est donc bien une crise de l'ensemble du système. Si tous les dirigeants de la planète avouent l'urgence de cette remise en cause, la question du projet alternatif reste entière. Ce projet doit faire converger la satisfaction des besoins de base et la liberté !

Boris Engelson : Merci à Thibault d'avoir mis le doigt sur la double entrée de notre comptabilité, le véritable équilibre de la terreur entre les SAL-ariés et les CON-sommateurs. La société capitaliste et l'économie de marché reposent sur cet affrontement entre les mêmes personnes à la fois producteurs et consommateurs. Le triomphe massif de Thatcher n'a été possible que par le poids de ce que coûtaient alors les services publics !

Je suis ici par nostalgie et amitié. Je suis quelqu'un qu'on a vu à gauche : on m'a même dit qu'ici je trouverais des amis. Je suis avec intérêt des discussions qui me font revenir sur une opinion que la gauche était vouée à ressasser des convictions n'ayant guère plus de rapport avec les réalités de l'économie contemporaine, et à regretter la belle époque du monopole des PTT et de la minute de téléphone Genève-Paris à 5 francs par rapport à la prolifération des portables. Je ne suis toutefois pas prêt à avaler sans plus de preuves les affirmations d'aujourd'hui sur le contrôle de 70% des terres arables par les multinationales ou, comme lors d'une projection récente d'un documentaire lors d'une manifestation des Jardins de Cocagne, que les terres agricoles avaient perdu une part incroyable de leur valeur nutritive. D'où viennent ces chiffres¹ qui paraissent manquer de bon sens ? (*commentaires de Françoise Bloch : certes, mais le capitalisme connaît-il le bon sens ? ou bien seulement le profit ?*). En tout cas, toutes mes tentatives de vérifier la crédibilité du second, y compris auprès de l'auteur du documentaire en question, avaient échoué, chacun disant tenir l'information de quelqu'un d'autre. Je souffre tous les jours de ces absurdités mais je suis là de bonne foi.

Valentina Hemmeler : Il nous faut absolument décrocher et arrêter les corporatismes.

¹ *Note de FB* : ces chiffres (« les multinationales contrôleraient 70% de commerce international et 80% de toutes les terres agricoles ») sont tirés du livre de S. Mongeau, 1998, *La simplicité volontaire...plus que jamais*, Ecosociété, p.179 et note 10 bas de page. L'auteur les tire lui-même de Dinyar Godrej, *Hunger in a world of plenty*, *New Internationalist*, mai 1995. Devrais-je comme Roosevelt ne croire que les statistiques que je trafique moi-même ?